



Communiqué de presse suite aux déclarations d'Hervé Morin dans les médias

Sotteville les Rouen le 31 juillet 2020,

Par voie médiatique, Le président de la Région Normandie a fait connaître sa décision de suspendre les versements à la SNCF sous prétexte de retards et de problèmes de matériels à répétition.

Les investissements qui ont eu lieu ces dernières années (construction et modernisation des ateliers d'entretiens régionaux –technicentres-, achat de nouvelles rames dites OMNEO)... ne peuvent pallier de la défaillance du réseau faute d'agents et de moyens financiers. Ce sont les conséquences des politiques d'abandon du système ferroviaire depuis plusieurs décennies.

Ces dernières années, ce ne sont pas moins de 5000 cheminots qui ont été supprimés sur la région, fragilisant souvent l'économie locale. Cela pour répondre aux objectifs libéraux de favoriser la route et de poursuivre à l'aveugle les gains de productivité à la SNCF, en lien avec l'ouverture à la concurrence dont on mesure déjà les effets négatifs sur le transport de marchandises par fer.

La CGT n'a jamais cessé de dénoncer ces choix politiques qui ont eu comme conséquence de réduire la part du Fret ferroviaire à une marge et porter un coup aux autres activités, notamment l'activité « voyageurs ».

Le manque d'entretien préventif des voies et la sous traitance à outrance aux entreprises privé par dogme, sans justification technique ou économique (obligeant souvent à la reprise de malfaçons par les cheminots), produisent, en outre, à l'obligation de réductions de vitesse et provoquent d'importants retards.

Cette gestion libérale impacte également, de manière catastrophique, le matériel roulant et les locomotives. A cela s'ajoute l'empressement, à l'échelle régionale, à vendre des rames voyageurs à la région grand Est.

Quelles sont les échéances qui ont poussé à une telle précipitation ???

Pour des raisons plus idéologiques que pragmatiques, loin de satisfaire les besoins de tous les usagers, la réforme de 2018, portée par le gouvernement actuel, a conduit à l'éclatement de la SNCF en 5 sociétés anonymes en début d'année.

Ces derniers mois, la gestion de la crise sanitaire et de ses effets a confirmé la fin de l'unicité des services dans la chaîne de commandement, d'organisation de sa production et de décisions.

Les cheminots, les usagers subissent cette désorganisation du travail complexifiée à outrance. Qui fait Quoi ? Qui finance quoi et pourquoi ???

Aujourd'hui le projet d'entreprise consiste à évacuer de la mémoire collective les valeurs du service public, accessible à tous, uniquement pour satisfaire des exigences de rentabilité.

C'est cette politique que porte la majorité actuelle avec le soutien de la droite régionale au fond de la politique gouvernementale.

Dans l'immédiat, il faut stopper les suppressions d'emplois, ré ouvrir les guichets, réhumaniser les gares et prévoir un véritable plan de recrutement dans tous les métiers de cheminot pour faire face aux exigences de qualité que sont en droit d'attendre les usagers.

Les déclarations autour du développement du ferroviaire voulu par le Président de la république et le premier Ministre ne seraient de nature à nous rassurer lorsqu'aucun plan d'investissement et un réel engagement financier ne sont prévus pour rattraper les 35 années de retards en termes de modernisation du réseau.

La volonté de transférer vers les seules régions le coût de l'aménagement du territoire par l'entretien du réseau aurait comme conséquence le démantèlement de nombreuses « petites lignes ».

C'est bien pour cela que la CGT exigera avec les cheminots, les usagers, leurs comités, leurs collectifs et autres associations de défense qu'un plan de relance, **avec des financements annuels conséquents**, soit mis en place pour répondre à la fois aux besoins de transport et aux nécessités de développement du service public respectueux de l'environnement avec l'objectif d'irriguer l'ensemble des territoires, au plus près des besoins des usagers et non des électeurs !!!